

EDITORIAL

En période d'incertitudes économiques, la résolution de nombreux problèmes environnementaux est remise sur la sellette. Il paraît logique en effet de repousser au lendemain des questionnements apparemment de moyen terme lorsque des menaces plus rapides se précisent : lorsque les voyants les plus en vue du tableau de bord clignotent, la plupart des regards y restent accrochés jusqu'à extinction des signaux d'alerte.

Quand même, la façon dont s'opère parfois cette relégation explicite de l'environnement instille l'impression curieuse que l'attitude relèverait parfois davantage du réflexe que de la logique. Deux sujets communautaires récents en fournissent l'illustration.

Premier exemple, l'énergie. Le président de la Commission européenne avait déjà expliqué que les projets routiers prévus pour 2010 au titre des réseaux transeuropéens seraient sans doute réalisés, mais seulement moins de la moitié des projets ferroviaires, pourtant priorité européenne, par manque de financement des Etats-membres. Dans le même esprit, suite au « *black-out* » électrique italien, toute une page d'un grand quotidien du soir (1) démontrait que cette coupure générale venait de l'absence prolongée de politique d'investissement en capacités de production en Italie, qui tablait trop sur les interconnexions de réseaux et les importations d'électricité. Cette analyse était partagée par le directeur général communautaire concerné dont l'interview se poursuivait cependant en page suivante avec cette conclusion : il fallait multiplier d'urgence les interconnexions entre systèmes de production nationaux dans toute

l'Europe, et « le problème auquel se heurtent l'Italie et d'autres pays, c'est la législation environnementale ». Le diagnostic ne conduit pourtant pas ni à cette conséquence, ni *a fortiori* à ce systématisme.

Deuxième exemple, la croissance. Une radio publique posa un soir (2) à l'expert d'une grande institution financière la question suivante : comment les reprises boursières pouvaient-elles coïncider avec une stagnation, voire une baisse des PIB ? Il n'y avait pas contradiction, fut la réponse, mais relation de cause à effet : les entreprises revalorisaient leurs actions en retardant leurs investissements, freinant donc la croissance. A l'échelle communautaire, les politiques environnementales n'en furent pas moins mises en cause. Bien sûr rien n'est simple, les configurations sont multiples, et chacun peut recourir à l'interprétation correspondant à ses perceptions. Mais on entendit bien davantage la deuxième version que la première.

Pour les acteurs privés comme publics, à quelque échelle qu'ils se trouvent, il est sans doute compliqué d'intégrer à des raisonnements économiques classiques les chaînes causales et les temporalités souvent si différentes du domaine environnemental, et donc tentant d'oublier celles-ci en situation par ailleurs tendue. Mais pour l'environnement comme pour la santé, les problèmes oubliés rattrapent toujours le coureur, aussi rapide soit-il, et présentent alors la facture.

Dominique Dron

(1) *Le Monde*, 30 septembre 2003

(2) *France-Info*, 6 octobre 2003

1 Editorial

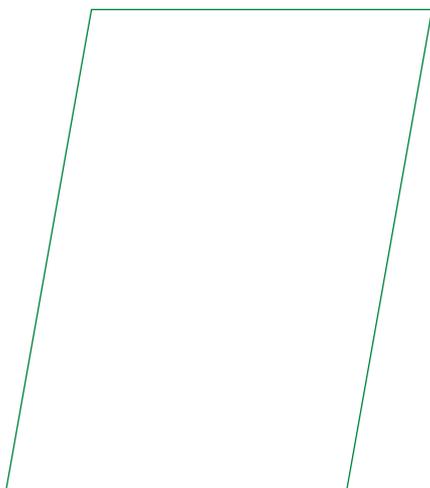
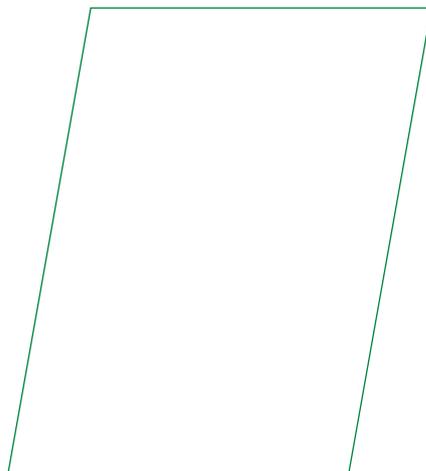
Dominique Dron

5 Avis de recherche

Laurent Mermet

6 Résumés étrangers

13 *L'allocation initiale
des quotas d'émission
de CO₂ aux entreprises à
la lumière de l'analyse
économique*
Olivier Godard

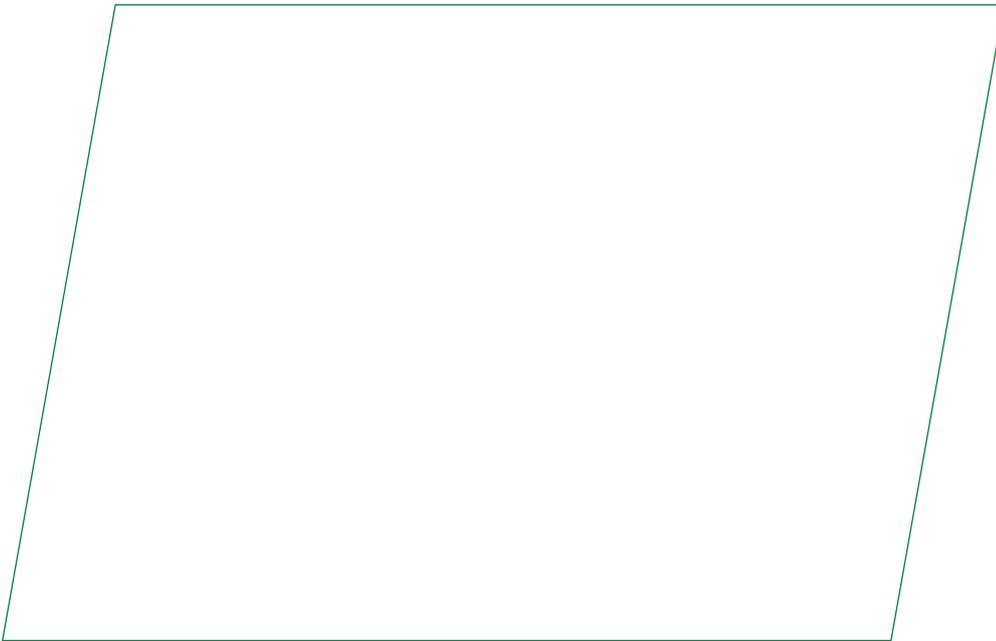


31 *Chocs et contre-chocs
pétroliers (1960-2060)*
Pierre Radanne

45 *Agriculture et
changement climatique :
quelle analyse du scénario
tendanciel en matière de
lutte contre les GES ?*
*Xavier Poux
et Guillaume Olive*

A I R E

RESPONSABILITÉ & ENVIRONNEMENT 35



63 Retour d'expérience
sur les inondations du
Sud-Est
Philippe Huet

73 L'évaluation des
risques sanitaires
dans le cadre des
études d'impact des
installations classées
*Frédéric Marcel
et Eric Vindimian*

ANNALES DES MINES

RESPONSABILITÉ
&
ENVIRONNEMENT

ISSN : 1268-4783
Série trimestrielle • n° 32 - Octobre 2003

Rédaction

20, avenue de Ségur, 75353 Paris 07 SP
Tél : 01 43 19 58 22 - <http://www.annales.org>

Michel Louis Lévy

Rédacteur en chef

Dominique Blanc

Secrétaire Général de la Rédaction
de Responsabilité & Environnement

Danielle Gorgec

Assistante de la rédaction

Martine Huet

Assistante de la rédaction

Membres du Comité d'orientation

Dominique Dron

Mies, Présidente du Comité d'Orientation,
Responsable éditoriale
de Responsabilité & Environnement

Jacqueline Aloisi de Larderel

PNUE, Directrice

Dominique Bernard

Afite, Président

Christian Bertrand

Conibi, Président

Jacques Brégeon

Collège des Hautes Etudes de l'environnement,
ECP, INA P-G

Christian Brodhag

Ecole des Mines de Saint-Etienne

Xavier Cuny

Cnam, Président du Pôle Environnement

William Dab

Directeur Général de la Santé au ministère de la
Santé, de la Famille et des Personnes handicapées

Marie-Claude Dupuis

Ministère de l'Ecologie et du Développement durable,
chef du Service de l'Environnement industriel

Bernard Festy

Appa, Université Paris V

Christian Huglo

Avocat

Vincent Jacques le Seigneur

Journaliste

Philippe Jamet

ENSMP, Isige

Patrick Legrand

Inra, Directeur Mission Environnement Société

Benoît Lesaffre

Cirad, Directeur général

Caroline London

Avocate

Laurent Mermet

Engref

Alain Morcheoine

Ademe, Directeur de l'Air et des Transports

Jean-François Raffoux

Ineris, Directeur scientifique

Philippe Saint Raymond

Ministère de l'Economie, des Finances
et de l'Industrie, DGSNR

Pierre Frédéric Tenière-Buchot

Consultant environnement

Membres du Comité de lecture

Franck Aggeri

ENSMP, CGS

Bernard Barraqué

ENPC, Latts

Jan C. Bongaerts

BergAkademie Freiberg

Daniel Fixari

ENSMP, CGS

Claude Gilbert

MSH-Alpes

Matthieu Glachant

ENSMP, Cerna

Olivier Godard

CNRS

Philippe Jamet

ENSMP, Isige

Pierre Lascoumes

Gapp, CNRS

Christian Lévêque

CNRS, Programme Environnement,
Vie et Société

Laurent Mermet

Engref

Jean-Pierre Orfeuill

Université Paris XII

Xavier Poux

Asca

Table des annonceurs

✓ Annales des Mines : 3^e et 4^e de couverture, page 14 et 106

✓ Pollutec : 2^e de couverture ✓ Editions ESKA : page 13

Photos du sommaire

✓ page 2 : • (*bas*) Avec la conduite des systèmes de production sous agriculture de conservation, les agriculteurs ne labourent plus leur champ que lorsque des conditions exceptionnelles l'imposent. Les pratiques de semis direct permettent de diminuer à la fois la durée des travaux au champ et les intrants énergétiques (carburants et engrais) si bien que les coûts de production à l'hectare diminuent et favorisent alors une gestion extensive des cultures. (Pierre Gleizes/REA)

• (*haut*) On peut imaginer, pour la période 2015-2020, une consommation qui repart fortement à la hausse. La croissance de la consommation mondiale est tirée par les pays émergents. L'accroissement de leur seule consommation d'ici 2010 absorbera l'équivalent de la production actuelle de l'Arabie Saoudite. Le pétrole reste la première énergie du développement. (J. Arai/Unep)

✓ page 3 : La première phase, le travail de terrain, incluait un survol aérien des zones sinistrées et aussi des visites « libres » à la diligence de la mission, pour repérer les points sensibles identifiés lors de ce survol et lier des contacts informels avec les populations sinistrées. (Goursolas/Sanchez/SIPA)

Photo de couverture

✓ Inondations dans le sud, septembre 2002 : le village de Sommières (Goursolas/Sanchez/Sipa)

Abonnements et ventes <http://www.eska.fr>

Editions ESKA

12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris

Serge Kebabtchiff : Directeur de la publication

Tél. : 01 42 86 55 73 - Fax : 01 42 60 45 35

Tarifs : voir bulletin encart vert (pages 65 et 66)

Conception

Tribord Amure - Anne de Muizon - Tél. : 03 44 57 98 88

Publicité

J.-C. Michalon - ECC

44-46, boulevard G. Clemenceau 78200 Mantes-la-Jolie

Tél. : 01 30 33 93 57 - Fax : 01 30 33 93 58

Vente au numéro par correspondance et disponible dans les librairies suivantes : Presses Universitaires de France - PARIS ; Guillaume - ROUEN ; Petit - LIMOGES ; Marque-page - LE CREUSOT ; Privat, Rive-gauche - PERPIGNAN ; Transparence Ginetet - ALBI ; Forum - RENNES ; Mollat, Italique - BORDEAUX.